



## Comment mettre en place des fonds d'initiatives locales pour la mise en œuvre de l'article 9 de la CRPD (accessibilité) ?

### Algérie : Mise en place de fonds d'initiatives locales

#### **Description de la bonne pratique– Que s'est-il passé?**

Les fonds d'initiatives locales visent à soutenir financièrement et techniquement des associations locales pour la mise en œuvre d'initiatives locales de promotion des droits des personnes en situation de handicap. Il a été géré directement par la FAPH et s'est révélé être une activité très importante du projet Mounassara. En adoptant cette logique de formation-action, la bonne pratique a permis de renforcer efficacement et durablement le rôle des associations locales membres de la Fédération Algérienne des Personnes Handicapées, et ce, conformément à sa stratégie.

Cette activité a commencé par les différentes formations en plaidoyer et gestion de projet menées en présence des coordinations et associations locales.

Les cadres nationaux de la FAPH et l'équipe projet Handicap International se sont réunis à de multiples reprises afin de définir de manière participative les lignes directrices d'un appel à projet en direction des associations locales. Le choix a été fait de se fixer et de cadrer l'objectif de l'appel sur l'article 9 de la CRDPH afin de promouvoir des initiatives de plaidoyer visant à favoriser l'accessibilité. Un modèle de projet type a été développé et proposé aux six coordinations régionales afin de favoriser une appropriation égale des outils et concepts, d'uniformiser les méthodes d'intervention et de participer ainsi à la cohésion des activités menées par la Fédération. Ainsi, cette pratique a directement participé à la structuration interne de la Fédération avec une base de proposition locale et un bureau exécutif national qui impulse la stratégie politique. Elle a ainsi directement opérationnalisé les comités locaux de concertation citoyens qui ont été mis à contribution pour participer à ces activités. Il leur a donné une plus grande autonomie quant à la mise en œuvre d'activités et à les responsabiliser à la gestion d'un cycle de projet grâce à un fonctionnement de subventions en cascade.

L'objectif du fonds était d'appuyer des projets de plaidoyer en lien avec l'article 9 et les 8 principes généraux de la Convention. Cette expérience s'est produite en prenant soin de mettre les associations dans des conditions réelles de demande de subvention (dossier administratif, formulaire de demande de subvention, cadre logique avec mention des Indicateurs Objectivement Vérifiables, budget et rapport d'activités final.) Elle a aussi intégré différentes activités du projet Mounassara en favorisant la récolte d'informations destinées à alimenter les différents documents du projet.

Les associations ont donc bénéficié d'un budget entre 6000 et 6500€, dont 15% minimum en valorisation de l'association, destiné à un projet mis en œuvre sur 15 mois. Un coaching et un accompagnement a été mis au place à tous les niveaux du déroulement de l'initiative par la Fédération.

#### **Quels ont été les facteurs qui ont rendu possible la réalisation de cette pratique?**

La réalisation de cette pratique a bénéficié de l'ensemble des activités et des ressources du projet Mounassara, tant financières qu'organisationnelles. Elle s'est aussi réalisée grâce à l'expérience et l'expertise de la Fédération et de ses membres, tant au niveau national que local, et de ses choix stratégiques de toujours associer les représentants des associations locales aux formations du projet.

Les réalisations ont été facilitées par la crédibilité dont bénéficie la FAPH et son réseau au niveau local et national.

Enfin, l'action a bénéficié d'un cadre juridique précis sur lequel fonder l'action, tant au niveau international avec la CRDPH qu'au niveau national avec un cadre législatif formalisé et détaillé

## Quelles ont été les principales difficultés et comment elles ont été surmontées ?

Les principales difficultés ont été la variété des contextes locaux. Certaines associations étaient très expérimentées et avaient à faire à des pouvoirs publics très motivés et qui avaient déjà travaillé avec elles. D'autres ont éprouvé plus de difficultés à réunir tous les acteurs. Les contraintes peuvent être aussi tout simplement géographiques, avec l'éloignement des différentes associations ou par exemples les conditions naturelles qui font qu'il est difficile de travailler au Sahara d'avril en octobre à cause de la chaleur.

L'accompagnement doit aussi être important : initialement assuré par le seul coordinateur de la Fédération, 2 chargés de suivi ont ensuite été nommés pour assurer un coaching important.

## Quel a été l'impact de la bonne pratique ?

La bonne pratique a contribué à la sensibilisation sur l'article 9 de la CRDPH et plus globalement à la vulgarisation et la diffusion de ce traité international dans le domaine des droits de l'Homme. Elle a permis de renforcer durablement les capacités des associations sur le plaidoyer et la gestion de projet et d'offrir une expérience pratique aux associations sur comment approcher les différents acteurs et décideurs afin d'apporter une expertise précise sur une thématique.

## Dans quelle mesure cette pratique a été inclusive ?

Cette pratique a contribué à inclure les situations de handicap dans tous les programmes et à tous les niveaux. Elle a contribué à faire reconnaître les associations comme force de proposition et d'expertise, capable d'être un agent de veille sur des thématiques précises. Elle a ainsi renforcé la participation des associations locales au pilotage global et à l'esprit du projet.

## Quelles recommandations peuvent être formulées à partir de cette bonne pratique ?

- Adopter la méthodologie de subvention en cascade et de formation-action dans les nouveaux projets
- Veiller à un accompagnement suffisant et pertinent avec un dispositif de gestion structuré et solide
- Produire des lignes directrices précises en cadrant au maximum l'action si cet exercice est réalisé pour la première fois ou pour de petites organisations.
- Insister sur la rigueur, le respect des livrables et des montants, et sur l'engagement des personnes récipiendaires d'un fonds à fournir des rapports d'activités précis.
- L'important n'est pas nécessairement le montant de la somme d'argent investi, mais bien la valeur des résultats et sa signification en rapport avec cette somme.

## Pour plus d'informations :



Contact : Contact Fédération Algérienne des Personnes Handicapées :

[atika.elmamri@gmail.com](mailto:atika.elmamri@gmail.com)

Chef de projet LEAD : [cdplead.maghreb@mtds.com](mailto:cdplead.maghreb@mtds.com)

Accéder au rapport complet : [Bonnes pratiques des organisations de personnes handicapées.](#)

Critères des bonnes pratiques : voir page 5 du rapport.